



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 27 - vendredi 30 avril 2010

Dans ce numéro :

- 1^{er} mai : solidarité internationale contre les prédateurs de la finance !
- Redonner sans attendre sa force et sa dynamique au projet du NPA

1^{er} mai : solidarité internationale contre les prédateurs de la finance !

L'antagonisme entre les classes possédantes, le monde de la finance, et les travailleurs, les classes populaires, prend un contenu chaque jour plus violent. Face à la fuite en avant des capitalistes dont la seule politique est de faire payer les populations par delà les frontières, en s'en prenant à l'ensemble des droits sociaux, aux retraites, aux salaires, à l'emploi, le problème de la capacité collective du monde du travail à s'y opposer se pose de façon aiguë.

À la veille du 1^{er} mai, il est difficile de dire quelle en sera l'ampleur. La combativité du monde du travail est bien là, malgré la discrétion des médias pour en rendre compte. Les luttes sur les salaires, pour l'emploi, mais aussi contre la remise en cause du service public comme à la SNCF, se multiplient, dans les grandes comme dans les moyennes ou petites entreprises. Mais la nécessité de leur coordination, et de leur prise en main par les salariés eux-mêmes afin de se donner les moyens de les diriger jusqu'au bout, ne s'en pose qu'avec plus d'acuité.

La CGT, la CFDT, la FSU, Solidaires et l'Unsa ont appelé ensemble « *les salariés du privé et du public à réussir un grand 1er Mai en manifestant nombreux* ». Bien des militants souhaitent que ce jour de lutte internationale des travailleurs pour leurs droits soit une réussite face au gouvernement, au patronat. Mais chacun s'interroge sur la suite, comment transformer le rapport de forces, se dégager du piège du « *diagnostic partagé* », des pseudo « *consultations* » au sommet pour construire le mouvement à la base, de la façon la plus large possible pour être en mesure de faire reculer le gouvernement, en premier lieu sur les retraites.

« *C'est pas dans les salons, c'est pas à Matignon...* »

Du fait de l'accélération de la crise et des attaques, la conscience des enjeux et de la réalité des rapports de force grandit dans le monde du travail, mais cette lucidité est aujourd'hui accompagnée de trouble, d'hésitations. La politique des directions syndicales laisse nombre de militants désemparés, elle accroît les doutes, le sentiment d'impuissance, mais aussi la contestation au sein des syndicats.

Le chassé croisé organisé par Woerth et Tron dans leurs bureaux où se succèdent Thibault, Chérèque et l'ensemble des responsables syndicaux ainsi que les dirigeants politiques tels Bayrou, Aubry, Le Pen, Buffet, bientôt Mélenchon... ne dupe personne. Les ministres « *consultent* » à tour de bras, font la liste de leur tableau de chasse et les fauteuils n'ont pas le temps de refroidir... mais les déclarations des syndicalistes à la sortie ne font que révéler leur impuissance, telle celle de la secrétaire générale de la FSU : « *Si c'est pour aboutir au final à des régressions pour les salariés du privé, ou pour les fonctionnaires, nous ne serons pas d'accord* »... ou leur duplicité quand Chérèque ou Thibault critiquent la... « *précipitation* » de Sarkozy, une « *forme d'alarmisme qui ne se justifie pas* » précise Thibault... Quant à « *l'interpellation commune en vue du sommet social* » entre Sarkozy et les syndicats -dont la prochaine réunion se tiendra le 10 mai- sa conclusion affirme que « *les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, n'accepteront pas un passage en force* ». Qu'accepteraient-elles donc, que vont-elles chercher, qui veulent-elles convaincre ?

Débat révolutionnaire est animé par des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Pendant ce temps, Woerth a pris la main, joue le match sur son terrain et révèle l'impuissance de ceux qui se plient à son jeu de dupes. A côté, le « *palmarès 2010 des dirigeants du Cac 40* » s'affiche en une des journaux : 79,5 millions d'euros, c'est le total provisoire de leurs revenus sur un an, sans compter les stocks options et autres actions gratuites... Le premier de l'équipe, Franck Riboud, PDG de Danone, totalise cette année 4,4 millions d'euros de « *rémunération* », soit 366 ans de SMIC.

Défendre nos intérêts de classe, nous organiser

Le décalage s'amplifie entre la conscience qu'ont les travailleurs de la réalité des rapports sociaux et les contorsions, les phrases creuses de ceux qui cherchent à masquer à quel point l'espace pour eux se réduit. Sur ce terrain, il n'y a plus de « *grain à moudre* » pour reprendre l'expression de Bergeron, ancien dirigeant de FO, il n'y a plus que des reculs à faire semblant de négocier. Les appareils cherchent aujourd'hui à surfer sur les masses, mais ils raisonnent en fonction de leurs intérêts propres, pas du point de vue des intérêts du mouvement.

L'heure est à la discussion à la base au sein du monde du travail et de sa fraction militante, de façon indépendante vis-à-vis des appareils, entre les premiers intéressés : comment transformer le rapport de forces et nous donner les moyens de diriger nous-mêmes nos luttes pour enrayer l'offensive ?

La récente grève à la SNCF éclaire la situation et pose bien des questions non seulement aux cheminots mais à tous les militants. Une grève qui a duré 15 jours dans nombre de régions, continuant à s'étendre malgré une stratégie de la CGT qui ne visait pas, c'est le moins qu'on puisse dire, à répondre aux besoins du mouvement. Didier Le Reste, dirigeant de la CGT cheminots, voulait la grève, mais de façon bien « particulière » : une grève fragmentée, avec pas moins de 7 préavis différents, n'appelant qu'une partie des cheminots, à tour de rôle. Dupe de lui-même, obnubilé par ses rivalités en particulier avec Sud Rail, Le Reste a manœuvré, utilisé la volonté de lutte des cheminots, des militants qui ont pris au sérieux l'appel à la grève. Suffisamment au sérieux pour tenir face aux provocations de Pepy et du gouvernement, au dénigrement de plusieurs autres syndicats, au black-out de la presse, et pour que nombre d'AG animées par des militants SUD et CGT appellent à la reconduction et à l'élargissement alors même que Le Reste annonçait la fin du mouvement. Mais de fait pas suffisamment pour se donner en toute lucidité les moyens de contrôler et diriger leur mouvement, lui donner l'homogénéité et la cohésion dont l'appareil CGT ne voulait pas.

Car ce n'est pas la combativité qui manque aujourd'hui au monde du travail. Les nombreuses luttes en attestent, que ce soit pour les salaires à Fralib (thés Lipton et Elephant) en grève depuis 8 semaines, Airbus, Unilever, à la Poste, la Caisse d'Épargne, dans le commerce, la presse écrite et dans une multitude d'entreprises de toutes tailles à l'occasion des NAO (négociations annuelles obligatoires). Mais aussi des luttes contre les licenciements comme à Surcouf, à l'usine de tissus automobiles PTPM dans la Marne, sous-traitante de PSA, à Sullair Europe (fabrication d'outils pneumatiques) à Saint-Etienne et bien d'autres. Des luttes qui touchent aussi des secteurs jusque là moins organisés de la classe ouvrière, les salariées de la petite enfance, ceux du Samu social... Des luttes radicales, qui dénoncent les injustices sociales et exigent le droit à vivre décemment de son travail, le respect des droits fondamentaux et posent le problème du partage des richesses, de leur utilisation.

La lutte qui s'engage pour les retraites concerne l'ensemble du monde du travail, les échéances sont pour tous les mêmes. Elle est l'occasion de coordonner et de donner une cohésion à la révolte que ces luttes expriment, à la volonté de rendre les coups et d'exiger son dû.

Le journal *Les Echos* cite un dirigeant CGT : « *on peut mobiliser pendant l'examen du texte par les parlementaires [en septembre] et l'emporter alors. C'est ce qui s'est passé avec le CPE* »

Certes, mais il faut alors revenir sur la lutte qui a conduit au retrait du CPE. Une lutte qui a réussi à exprimer la contestation et la révolte non seulement de la jeunesse mais de l'ensemble des générations et qui a su trouver en elle-même la liberté et l'indépendance nécessaires à l'expression démocratique de cette contestation. Une liberté et une démocratie portées pour une large part par les étudiants qui ont transformé pendant plus d'un mois tous les amphithéâtres en forums politiques permanents, y invitant les militants du monde du travail. Une lutte marquée par la forme d'organisation des étudiants avec une coordination nationale de lutte faisant le lien entre les villes, centralisant les initiatives, se donnant les moyens d'intervenir de façon coordonnée et d'exercer une réelle pression sur les organisations syndicales, trouvant les moyens d'entraîner leurs parents, leurs profs, contribuant à donner à l'ensemble du monde du travail, à ses militants, les moyens de faire reculer alors Chirac, Villepin et Sarkozy.

La loi promulguée, la lutte ne s'est pas arrêtée, la jeunesse continuant à scander « *Chirac, Villepin, Sarkozy, votre période d'essai est terminée* ». Et on ne peut que faire le parallèle avec la lutte de 2003 où une fois la loi Fillon sur les retraites adoptée, CGT, FO, UNSA et FSU avaient appelé en juin les salariés à... pétitionner et « *exprimer leurs exigences revendicatives en matière de retraite sous forme d'une adresse exceptionnelle aux députés et sénateurs* »...

Alors les retraites sont probablement un tout autre enjeu pour le gouvernement et le patronat que ne l'était l'article de loi sur le CPE. Mais les liens militants tissés à l'époque à travers les comités de lutte où se côtoyaient militants syndicaux

du privé et du public, militants associatifs, politiques et jeunes étudiants -des liens qui s'étaient pour certains construits dans le mouvement de 2003 ou au cours de la campagne contre le TCE en 2005- ces liens ne demandent qu'à se renouer si une compréhension commune des rapports de force et de la situation sociale et politique se construit.

Cela nécessite l'échange, la confrontation, la discussion à la base entre les premiers intéressés, les salariés, les chômeurs, les jeunes, loin des préoccupations d'appareils, des soucis de reconnaissance. Elle nécessite la démocratie la plus large, la mise en commun des expériences, des succès, des échecs. C'est la priorité de l'heure alors que la crise s'approfondit, que l'offensive du patronat et du pouvoir redouble. De leur côté, les démagogues ne vont pas manquer dans les semaines et mois qui viennent pour nous dire que, non, demain on ne rase pas gratis mais que, comme l'assure Martine Aubry, « nous voulons une société du bien être, une société du respect, une République citoyenne, décente, solidaire, apaisée, ouverte, fière d'elle-même »... avec ce nouveau slogan du PS : « le bien être plutôt que le tout avoir ». Strauss-Kahn, l'autre présidentiable du PS, ne peut pour le moment se permettre tant de poésie, lui qui expliquait il y a quelques jours « il n'y a pas d'autre issue possible pour les Grecs que de devenir plus compétitifs » avant de préciser « cela signifie des salaires en baisse », ajoutant quelques jours plus tard « les citoyens grecs ne doivent pas craindre le FMI, il est là pour les aider » !

Alors demain 1^{er} mai, nous avons tout intérêt à être le plus nombreux possible dans la rue, à entraîner les militants, les travailleurs qui hésitent, pour profiter de cette journée de la solidarité ouvrière pour mener et amplifier le débat démocratique entre militants, entre travailleurs, pour préparer la suite. L'occasion pour les travailleurs de dire leur confiance en leur propre force !

Isabelle Ufferte

[Au sommaire](#)

Redonner sans attendre sa force et sa dynamique au projet du NPA

Le développement de la crise, le scandale de la dette publique, la montée du chômage, la détérioration des conditions de travail et de vie du plus grand nombre, les tensions qui en résultent, l'offensive politique réactionnaire de la droite et du gouvernement, les nouvelles attaques contre les retraites créent une situation politique difficile. Le mécontentement croissant se combine à un sentiment, sinon de résignation ou de fatalité, du moins d'impuissance qui laisse le champ libre à la passivité des directions syndicales. Le NPA n'échappe pas à la pression ambiante, aux difficultés des mobilisations. L'espoir de voir émerger de ce contexte une nouvelle force politique susceptible de porter les aspirations du monde du travail, sa révolte, de leur ouvrir une nouvelle perspective politique se confronte aux pressions que la crise exerce sur toute la société. Pouvait-il en être autrement ? Un parti pour la transformation révolutionnaire de la société peut-il se construire hors de ces confrontations, des doutes voire des crises qu'elles provoquent ? Certainement non, ce serait pure illusion de le croire. C'est à travers ces confrontations que peuvent se forger une nouvelle volonté, une nouvelle conscience, une capacité collective d'action supérieure, des liens de solidarité plus forts, une cohésion politique plus grande. C'est bien cette maturation qui a commencé au sein du NPA à travers les discussions qui s'ouvrent tant sur le bilan de notre première année d'existence, de la campagne des élections régionales que dans le cadre de la préparation de notre premier congrès.

Nous avons toutes les raisons d'avoir confiance pour deux raisons essentielles. D'abord parce que nous ne craignons aucune discussion, que notre parti connaît, malgré bien des défauts, une démocratie large et vivante. Ensuite parce que le projet qui nous a réunis garde toute son actualité, répond à une nécessité, un besoin. La crise elle-même argumente dans le sens de l'impérieuse nécessité de travailler au regroupement au sein du monde du travail et de la jeunesse de toutes celles et de tous ceux qui prennent conscience de la faillite des classes dominantes et qu'il n'y a pas d'issue à la crise sans l'intervention directe des classes populaires pour imposer leurs droits sociaux mais aussi démocratiques, c'est-à-dire leur droit à contrôler la marche de la société.

Pas de sortie de crise sans rupture avec le capitalisme

La crise conditionne toute la vie politique, les réponses que l'on y apporte définissent les forces et les courants politiques. Il n'y a plus d'échappatoire possible. Les discours sur la sortie de crise qu'il suffirait d'attendre en laissant faire les États ont fait long feu. La crise ouverte en 2008 et le tournant qu'elle connaît avec la crise des déficits, marque la fin de la période de développement capitaliste et d'offensive libérale qui a suivi l'effondrement du mur de Berlin et la fin de l'URSS. Le monde est entré dans une crise chronique, une régression sociale, écologique globalisée et le parasitisme de la finance devient un fait social, politique, difficilement contestable. Plus personne ne peut imaginer une sortie de crise progressive et indolore dont il suffirait de tirer les leçons... Il est clair que sortir de la crise implique des mesures drastiques contre la propriété privée financière.

Sans cela, il n'y a pas de réponse à la question des déficits et de la dette de l'État, au scandale de la rente que versent les États à la nouvelle aristocratie financière, de l'abandon par les États du monopole de l'émission monétaire privatisée et livrée aux banques qui, en prime, spéculent sur les finances publiques. C'est pour la survie de ce système que l'on demande aux populations des sacrifices inacceptables.

L'impuissance des gouvernements à maîtriser la situation, leur évidente soumission aux banques alors que les conditions de vie se dégradent mûrissent la crise sociale et politique. Confrontés aux réalités de la crise, les partis institutionnels sont discrédités. Les dernières élections régionales en témoignent dans le même temps que la déconfiture de Sarkozy crée la possibilité d'un éclatement de la droite et ouvre à la gauche libérale la perspective de revenir aux affaires dans le cadre de l'alternance.

Ce contexte où le parasitisme des classes dominantes éclate au grand jour plongeant le monde dans la crise alors que le mouvement ouvrier est comme tétanisé, pris au piège des routines, de l'adaptation passive au dialogue social, légitime le défi que nous avons relevé en fondant le NPA pour contribuer à apporter une réponse à cette crise du mouvement ouvrier seul pourtant capable de sortir le monde de la crise dans laquelle les classes capitalistes l'ont plongé.

La gauche libérale n'apporte pas de réponse

Le projet du PS pour un autre « modèle économique, social et écologique » se voudrait audacieux se refusant à se contenter de « *poser une rustine ici ou un pansement* » pour « *proposer un autre modèle* » que le libéralisme... Certes, mais on ne change pas de modèle de société comme on change de marque de voiture et si l'on en juge par les propos d'un des candidats possibles du PS pour la présidentielle, DSK, sur la crise grecque il est évident que le PS ne pourra au mieux que changer les mots pour mener une politique qui se pliera aux contraintes du marché et de la dette.

Sauf de s'opposer aux intérêts des classes dominantes, il n'y a pas de réponse à la crise si ce n'est une fuite en avant. Il n'y a plus de rustine efficace, il faut des mesures radicales qui impliquent un changement tout aussi radical des rapports de force.

C'est bien pourquoi, si nous sommes en pleine solidarité avec toutes les mobilisations sociales et politiques qui veulent en finir avec la droite et sa politique, cette même solidarité nous place en rupture avec la gauche gouvernementale et libérale. Nous n'avons pas une politique à proposer à celle-ci, nous avons une politique pour les travailleurs et toutes les forces qui refusent de payer les frais de la crise et, a fortiori, de la gérer.

Notre programme n'est pas un programme pour une bonne gauche gouvernementale mais un programme pour sortir de la crise en s'attaquant à la racine du mal, la politique des classes dominantes et de leur État.

Et, en conséquence, nous ne militons pas pour une unité avec le Front de gauche qui vise à intégrer cette « gauche solidaire », pour un « front populaire du XXI^{ème} siècle » et nous ne pouvons nous laisser prendre dans le piège des discussions unitaires pour la présidentielle de 2012.

Il y a une autre voie que l'impasse antilibérale, une voie large et profonde, la voie vers le monde du travail et la jeunesse. Notre problème n'est pas de crier plus fort que la gauche notre hostilité à Sarkozy. Notre programme n'est pas une série de propositions mais un programme pour les luttes et les mobilisations tant sur le terrain économique, social que politique. Nous menons le débat partout pour mieux nous adresser au monde du travail.

C'est autour d'une telle orientation que le NPA veut regrouper, rassembler à partir de l'analyse de la crise, de la rupture croissante du monde du travail et de la jeunesse avec les partis institutionnels, pour nous faire les porte parole de leur révolte et de leur colère comme de leurs exigences en posant la question du pouvoir. Face à l'alternance possible de la gauche revenant au gouvernement, nous formulons la perspective d'un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations s'attaquant aux racines mêmes de la crise, la domination des financiers, des riches, des gros actionnaires sur la société. Notre programme est un programme pour les luttes et les mobilisations posant la question du contrôle de la population sur l'économie et la finance contre la droite mais aussi en rupture avec la gauche libérale.

Un programme pour les luttes posant la question du pouvoir

Ce programme définit notre parti en associant dans une même démarche objectifs pour les luttes et programme politique à travers une démarche transitoire partant des besoins immédiats des classes populaires pour poser la question du pouvoir. Nous le défendons sur le terrain social et politique, dans les luttes comme dans les élections et c'est bien la faiblesse de notre campagne des élections régionales que de n'avoir su avec suffisamment de cohérence garder ce cap.

Notre programme n'est pas un modèle -fut-il anticapitaliste- mais la critique de la politique des classes dominantes et de leur État, de la propagande qui la justifie et vise à l'imposer, des conséquences dramatiques de cette politique pour la population, pour formuler les exigences simples qui pourraient protéger les travailleurs et la population de la régression sociale, l'enrayer en expliquant que ces revendications peuvent être satisfaites, qu'elles sont légitimes mais qu'elles nécessitent une remise en cause du pouvoir des banques et des patrons.

Notre démarche pose la question du pouvoir car la satisfaction des exigences élémentaires des travailleurs, la garantie d'un travail et d'un revenu décent, passe par une remise en cause profonde du pouvoir économique et politique des classes dominantes. Inscrire les luttes dans cette perspective prend, aujourd'hui, nécessairement un sens propagandiste mais c'est indispensable si nous voulons donner à la rupture avec les politiques d'alternance parlementaire un contenu politique pour souligner la nécessaire intervention des travailleurs et des classes populaires pour exercer leur contrôle, c'est-à-dire conquérir la démocratie, le pouvoir.

Souvent la perspective de la grève générale est opposée à une perspective politique, à un débouché politique aux luttes, ce débouché n'étant conçu que dans le cadre parlementaire, institutionnel. En fait la grève générale est en elle-même une perspective politique au sens où elle pose la question d'un affrontement politique central avec le pouvoir. Il est évident que virer la droite à l'issue ou au décours d'une grève générale ne pose pas le problème des réponses politiques dans les mêmes termes que son remplacement dans le cadre de l'alternance institutionnelle par la gauche libérale. Loin d'opposer grève générale et lutte politique, nous définissons notre perspective dans le cadre d'un affrontement global avec le pouvoir, l'État. Cela ne signifie nullement que nous ignorons la lutte sur le terrain électoral, l'importance de gagner des positions sur le terrain des institutions mais que nous subordonnons ces batailles à la construction d'un rapport de force entre les classes dans la perspective de cet affrontement.

La lutte politique n'est pas subordonnée à la lutte sociale, mais la lutte politique est subordonnée ou plutôt déterminée par l'objectif de modifier les rapports de force entre les classes. Et la lutte politique ne se limite pas ni ne s'identifie à la lutte électorale ou dans le cadre des institutions. La politique des militants du NPA dans les grèves est conçue dans une perspective politique globale, elle ne se limite pas à une politique syndicale.

Nous n'avons qu'une politique sur tous les terrains, celle qui vise à construire un rapport de force pour préparer l'intervention des masses sur le terrain où se décide leur propre sort.

Nous ne sommes pas en mesure de discuter concrètement comment se combineront demain luttes institutionnelles et luttes extraparlémentaires mais nous savons que la transformation révolutionnaire de la société passe par une rupture et la mise en œuvre d'une démocratie vivante, directe, populaire. Dès aujourd'hui cela s'exprime dans notre activité quotidienne qui n'oppose pas d'un côté lutte sociale et syndicale de l'autre lutte politique, institutionnelle, mais cherche à unifier notre intervention quel que soit le cadre.

Construire un parti d'opposition ouvrière et populaire

Un peu plus d'un an après notre congrès fondateur, le NPA est en train de se constituer réellement en parti pour, à la lumière de nos premières batailles, définir sa personnalité, son orientation par rapport aux autres forces politiques en particulier de la gauche antilibérale, des directions syndicales, voire aussi des préjugés qui existent au sein des classes opprimées. Cela ne veut pas dire être sectaire, bien au contraire. En règle générale les tendances sectaires se nourrissent des tendances opportunistes et réciproquement, c'est-à-dire d'un manque de personnalité qui soit cède aux sollicitations et pressions soit s'en protège... Seule notre cohésion collective construite à travers la vie démocratique du parti et ses expériences, son intervention politique au sein du monde du travail peut nous éviter ces écueils.

Pour être un facteur de démocratie au sein du mouvement ouvrier, pour contribuer aux évolutions des courants qui le traversent, pour agir sur les contradictions au sein de la gauche, gauche antilibérale voire gauche libérale, au sein du mouvement syndical, en un mot pour jouer pleinement notre rôle de parti pour la transformation révolutionnaire de la société, pour aider aux évolutions des consciences, nous avons besoin de clarifier nos propres orientations, d'homogénéiser le capital collectif qui nous réunit.

Ce travail ne se déroule pas à huis clos, c'est un débat public. Dans le même temps que notre débat démocratique nous rassemblera, il contribuera à rassembler autour de nous, à relancer la dynamique un moment freinée par nos contradictions et ambiguïtés. C'est là la force de notre parti, si nous savons la préserver, un parti vivant, démocratique, qui ne craint ni les crises ni les débats, uni par la conscience que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et la construction du parti celle... des militants eux-mêmes...

Yvan Lemaitre

[Au sommaire](#)